

30 juin 2025

Cabinet du premier ministre
80 rue Wellington
Ottawa ON K1A 0A2

Cabinet du ministre des finances
90 rue Elgin
Ottawa ON K1A 0G5

Lettre ouverte : Le Canada ne peut pas se permettre de céder davantage aux géants numériques étrangers

Monsieur le Premier ministre Carney et Monsieur le ministre Champagne,

Nous sommes un groupe de Canadiens patriotes et d'organisations de la société civile qui se soucient profondément de l'avenir du Canada. Nous sommes déçus par la décision prise hier par le gouvernement d'interrompre la collecte de la taxe sur les services numériques et d'abroger la loi sur la taxe sur les services numériques. En conséquence, le jour de la fête du Canada, les géants étrangers de la technologie bénéficieront d'une manne immédiate de 2,5 milliards de dollars et d'un allègement fiscal de 7,2 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années. Tout en reconnaissant les choix difficiles auxquels le gouvernement est confronté, nous pensons que nous ne pouvons pas « bâtir un Canada fort » tout en cédant de plus en plus de notre souveraineté et de notre sécurité numérique.

Nous exhortons le gouvernement du Canada à

(i) trouver des moyens d'utiliser les énormes profits non taxés des géants étrangers de la technologie pour financer des alternatives locales, même si le Parlement propose d'abroger la loi sur la taxe sur les services numériques (TSN)

(ii) Renforcer la souveraineté numérique du Canada dans les négociations commerciales et dans la réinitialisation de l'agenda de la politique numérique du Canada, et

(iii) ne pas faire d'autres concessions aux géants technologiques étrangers, y compris sur la législation adoptée par le Parlement (la loi sur la diffusion en ligne, la loi sur l'information en ligne) ou sur des questions urgentes telles que la lutte contre les préjudices en ligne, la réglementation de l'intelligence artificielle, la garantie de l'intégrité de l'environnement de l'information (y compris pour les informations sur la santé), la protection de la vie privée, parmi d'autres mesures visant à limiter les

effets négatifs des géants technologiques étrangers sur notre économie et notre société.

Les géants étrangers de la technologie, en particulier les entreprises américaines, ont gagné des centaines de milliards de dollars au Canada au cours des dernières décennies et n'ont pourtant pas payé leur juste part d'impôts. Nombre d'entre eux bénéficient d'allègements fiscaux sur la publicité numérique payée par les Canadiens grâce à une lacune de la loi relative à l'impôt sur le revenu.

Nous sommes l'un des plus grands marchés numériques du monde, avec une population très connectée, des travailleurs qualifiés et des entreprises innovantes.

Pourtant, rien qu'en 2023, les géants américains de la technologie ont gagné 20,7 milliards de dollars au Canada grâce à la distribution de contenu en ligne. Les géants américains de la technologie écrasent la concurrence nationale, dominent nos marchés et imposent une série d'externalités aux Canadiens. Ils profitent de l'amplification des préjudices en ligne, notamment de la diffusion d'informations fausses et manipulées, qui nuisent à la santé mentale et physique des enfants et de tous les Canadiens. Ils érodent la base économique des médias d'information professionnels et alimentent la toxification de notre sphère publique de plus en plus numérique dont dépend notre démocratie.

La taxe sur les services numériques est une mesure modeste mais indispensable qui garantira que les géants étrangers de la technologie soient taxés plus équitablement et tenus responsables de leur énorme pouvoir sur la société et l'économie canadiennes. Nous sommes troublés par l'alignement des PDG d'Alphabet, Meta, Apple, Amazon et X Corp. sur l'agenda de l'actuelle administration américaine, qui menace l'indépendance politique et économique du Canada.

Plutôt que d'abroger la DST, nous vous demandons instamment d'envisager la possibilité de taxer les profits déloyaux des géants étrangers de la technologie au Canada afin d'investir dans la souveraineté numérique du Canada, en construisant des alternatives locales aux monopoles américains. À de nombreuses reprises au cours de son histoire, le Canada a investi dans la construction d'infrastructures de communication dans l'intérêt national. Les entreprises canadiennes peuvent contribuer à la mise en place de plateformes, de réseaux et d'outils qui reflètent les valeurs canadiennes, renforcent nos écosystèmes culturels et informationnels et nourrissent notre diversité en tant que pays ayant deux langues officielles et trois peuples fondateurs - les autochtones, les Français et les Anglais - afin que les Canadiens vivant dans des communautés dispersées dans tout le pays puissent mieux répondre à leurs propres besoins de communication et de connexion.

Nous constatons que le Royaume-Uni n'a pas fait de concessions sur sa taxe sur les services numériques pour obtenir un accord commercial avec les États-Unis.

Nous sommes prêts à aider notre gouvernement, à informer et à rallier les Canadiens pour qu'ils contribuent à construire notre souveraineté numérique et une meilleure société numérique.

Cordialement,

Signataires organisationnels

ACTRA National
Amanda Todd Legacy Society
Broadbent Institute
Canadian Anti-Monopoly Project
Canadian Centre for Policy Alternatives
Canadian Centre for Child Protection
Canadian Federation of Nurses Unions
Canadian Medical Association
Canadian Media Guild
Canadians for Tax Fairness
Centre for Media, Technology and Democracy

Children's Healthcare Canada
Community Radio Fund of Canada
The Dais
Documentary Organization of Canada
Friends of Canadian Media
Goodbot Society
Inspiring Healthy Futures
Open Media
Pediatric Chairs of Canada
Reset Tech
Unifor National & Local 87-M



Signataires individuels

Mike Ananny, ancien conseiller de Patrimoine canadien sur l'avenir de CBC/Radio-Canada et professeur associé de communication et de journalisme à l'université de Californie du Sud

La très honorable Adrienne Clarkson, CC

Linda McQuaig, auteur et journaliste

Taylor Owen, directeur du Centre pour les médias, la technologie et la démocratie et professeur associé à l'université McGill

John Ralston Saul, CC

Leslie Regan Shade, professeur émérite à la faculté d'information de l'université de Toronto

Paul Vallée, président-directeur général de Tehama.io

Dwayne Winseck, directeur du Global Media and Internet Concentration Project et professeur à l'école de journalisme et de communication de l'université Carleton

CC:

L'honorable Steven Guilbeault, ministre de la Culture et de l'Identité canadienne

L'honorable Mélanie Joly, ministre de l'Industrie

L'honorable Evan Solomon, ministre de l'Intelligence artificielle et de l'Innovation numérique
Evan Solomon, ministre de l'Intelligence artificielle et de l'Innovation numérique

Tom Pitfield, secrétaire principal du Premier ministre

Marco Mendicino, chef de cabinet du Premier ministre

David Lametti, futur secrétaire principal du Premier ministre

Marc-André Blanchard, futur chef de cabinet du Premier ministre

Michael Sabia, greffier du Conseil privé

Chris Forbes, sous-ministre des Finances

Isabelle Mondou, sous-ministre du Patrimoine canadien

Phillip Jennings, sous-ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique du
Canada

Mark Schaen, sous-secrétaire du Cabinet pour l'intelligence artificielle, Bureau du Conseil privé